L'Europe de Lisbonne à Vladivostok ou l'Asie de Shanghai à Saint Petersburg ?

Viacheslav SHUPER¹

Nous sommes en quelque sorte les témoins et les participants de la transformation la plus profonde du monde dans lequel nous vivons, une transformation encore plus profonde que celle qui l'a précédée il y a un quart de siècle. En cela nous avons plus de chance de pouvoir pénétrer au fond des phénomènes qui changent le monde, au lieu de rester à leur surface, étant riche de l'expérience du temps écoulé. L'âge doit nous doter de la sagesse, mais également de l'audace intellectuelle afin de ne plus rester au niveau superficiel d'une « fin de l'histoire », même si, au contraire, il s'agit plutôt d'un début. Mikhaïl Gorbatchev, qui a avancé l'idée d'une Europe de Lisbonne à Vladivostok, est toujours parmi nous, mais son idée est devenue un anachronisme sympathique, comme bien d'autres idées. Elle est remplacée aujourd'hui par une conception beaucoup plus réaliste, celle de l'Asie de Shanghai à Saint Petersburg², que l'on doit à Dmitri Trenine qui n'est point un réactionnaire ou un nationaliste russe, au contraire, il dirige le Centre Carnégie à Moscou.

Les temps de prospérité ne favorisent pas les réflexions profondes, écrivait Hernando de Soto,

¹ Attaché supérieur de recherche à l'Institut de Géographie de l'Académie des Sciences de Russie et professeur à la faculté de Géographie de l'Université de Moscou.

² Dmitri TRENINE, « Ot Bolchoï Evropi k Bolchoï Azii ? Kitaïsko-rossiïskaya Antanta » (De la grande Europe à la grande Asie ? L'entente sino-russe), *Sovet po vnechney i oboronnoï politike*, 2015.

ce sont les crises qui réveillent les facultés mentales et multiplient les passions³. Ayant remporté la troisième guerre mondiale d'une manière simple et sans le moindre sacrifice, l'Occident a préféré s'installer à son aise plutôt que de prendre sur ses épaules le lourd fardeau de la responsabilité du monde de l'après-guerre. On a imposé à la Russie le système du traité de Versailles mais ganté de velours, comme l'a écrit Sergueï Karaganov⁴. La Russie, certes, n'a pas eu à payer de réparations mais on a persuadé Boris Eltsine de prendre à la charge du pays, nouvellement créé et très précaire encore, la dette politique de l'URSS, alors que le non-remboursement de celle-ci était le prix de l'acceptation de la réunification de l'Allemagne. Les pays d'Europe de l'Est ont reçu une aide économique importante, mais rien d'analogue au Plan Marshall n'a été réservé à la Russie. Celle-ci, à son tour, est restée sans aucun remboursement ou presque pour les prêts accordés par l'URSS à ses alliés, simplement en raison de la nature politique de ces prêts.

La menace soviétique avait contraint les États-Unis à construire un ordre mondial confortable pour leurs nouveaux alliés qui avaient été leurs adversaires lors de la Deuxième Guerre mondiale : l'Allemagne (RFA), l'Italie et le Japon. Après 1991, la Russie souhaitait que ses intérêts légitimes soient pris en compte, sans obtenir de résultats. Ce fut même le contraire qui se révéla lors de l'élargissement de l'OTAN vers l'est, lors des bombardements en Yougoslavie et lors de la seconde guerre de Tchétchénie dont l'objectif n'était pas l'indépendance, qui avait été octroyée en 1996, mais la création d'un « Khalifat de la Mer noire à la Mer caspienne ». Ce sont seulement les anciens critiques de « l'agression russe » contre la Tchétchénie qui sont devenus maintenant les défenseurs les plus zélés de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Il ne faut pas idéaliser Vladimir Poutine, mais il ne faut pas non plus le diaboliser. Il avait pris la

³ Hernando DE SOTO, *The Mystery of Capital. Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else ?*, Basic Books, New-York, 2000.

⁴ Sergueï KARAGANOV, « Evropa : porajenie iz rouk probedi » (Europe : la défaite aux mains de la victoire), *Rossia v globalnoï politike*, n°1, 2015.

décision audacieuse et inattendue de soutenir les États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001, malgré la campagne violemment antirusse des médias occidentaux lors de la seconde guerre de Tchétchénie, campagne qui était absolument au niveau de la propagande soviétique sous ses pires formes. Il a essayé de profiter de la situation nouvelle créée par cette décision pour amener la Russie à entrer dans la famille des peuples civilisés. La Russie a fait toute une série de concessions unilatérales, la fermeture des bases militaires de Lourdes à Cuba et de Kamrang au Vietnam étant comprises. Poutine a même essayé de faire admettre la Russie dans l'OTAN, en 2002, mais la réaction des dirigeants des principaux pays-membres a été négative¹.

L'échec du règlement politique de la question de la Transnistrie (le mémorandum Kozak), sous la pression de Washington et de Bruxelles, en 2003, alors que les accords avaient été signés par tous les intéressés, a été la récompense de ces initiatives et des concessions russes. En 2008, l'aventure militaire entreprise par la Géorgie sous la présidence de Mikhaïl Saakachvili, avec l'aval des États-Unis, n'était plus une tentative de retenir une Russie cherchant à renforcer ses positions mais une action visant à la rejeter des positions qu'elle occupait. La nouvelle posture adoptée depuis quelques années par une Russie en plein désarroi, celle d'une ferme défense de ses intérêts, n'a pas été prise au sérieux par les États-Unis et leurs alliés. La guerre en Ukraine, qui a été perdue par tous les belligérants mais surtout par l'Ukraine en a été la conséquence.

La Russie est fréquemment accusée d'impérialisme, mais n'est-ce-pas plutôt l'Union européenne (UE), qui cherche à accroître le nombre de ses membres et surtout à étendre sa zone d'influence en laissant de côté ses propres problèmes intérieurs, qui doit être montrée du doigt. On a l'impression que les propos de Georges Soros, appelant l'UE à ne pas porter assistance à la Grèce mais plutôt à l'Ukraine en raison de l'importance géopolitique plus grande de cette dernière, ont été bien entendus et ont trouvé des échos favorables auprès de la classe politique européenne. Plus l'UE s'étend et gagne en

hétérogénéité, plus elle s'affaiblit et devient dépendante des États-Unis. De son côté, la Russie a tout intérêt à l'existence d'une UE forte puisque celle-ci est son partenaire commercial le plus important, mais la politique de l'UE ne favorise même pas ses exportations de gaz.

Il y a presque quatre décennies des pays d'Europe de l'Ouest comme la RFA, la France, l'Italie ont réussi à surmonter l'opposition des États-Unis au célèbre « contrat du siècle ». Cela a abouti à la construction du gazoduc assurant la livraison du gaz de l'Ouest sibérien aux consommateurs européens. L'histoire de la Russie post-soviétique, plus récente, est paradoxalement bien moins riche d'exemples d'une coopération aussi fructueuse. Gazprom est toujours soupçonné d'avoir l'intention d'utiliser "l'arme du gaz" à des fins politiques. Pourtant la stratégie que Gazprom avait adoptée visait à assurer des livraisons sûres et régulières aux consommateurs et prévoyait des investissements massifs, y compris sous forme de centrales électriques, pour garantir la sûreté et la régularité de ces livraisons². En conséquence, tout recours à "l'arme du gaz" ne pouvait conduire qu'à l'accroissement de ses propres pertes.

L'absurdité de la situation devenait évidente dans le cas de la construction de nouveaux gazoducs. Le fournisseur cherchait à développer des infrastructures à ses propres frais pour assurer des livraisons ininterrompues, mais le consommateur déployait des efforts exceptionnels pour déjouer ses plans ! Les raisons de cette absurdité sont de nature purement politique. L'argent manquait toujours à l'Ukraine pour payer le gaz ; il était alors consommé sans être payé, surtout en hiver, surtout si l'hiver était froid. La fermeté de Gazprom qui, en limitant ses livraisons au cours de l'hiver 2008, a accepté de supporter de grandes pertes sous la forme des débits payés aux acheteurs européens au lieu de compenser comme à l'habitude la consommation non payée de l'Ukraine³ a eu des conséquences heureuses. Les Européens ont eu réellement peur de subir des interruptions d'approvisionnement, ce qui a rendu possible la construction dans de brefs délais du

¹ R. SKIDELSKY, « Totchka nevozvrata » (Le point de non retour), *Vedomosti*, 22 février 2007.

² Gazprom a abandonné cette stratégie en 2014, après l'annulation du projet de gazoduc *South Stream*.

³ Un même réseau de gazoducs assure l'acheminement du gaz à la fois vers l'Europe et vers l'Ukraine, qu'il traverse.

gazoduc *North Stream*. C'est simple mais bien triste.

Un tel exemple ne doit pas être considéré comme un phénomène à part. Le port pétrolier de Ventspils (Lettonie), construit au temps de l'URSS pour assurer les exportations d'hydrocarbures, a perdu, en 2002, la manutention de 10 millions de tonnes de pétrole par an. Transneft, l'opérateur de l'oléoduc (également construit au cours de la période soviétique) reliant Ventspils aux gisements a été écarté de manière arbitraire de la privatisation d'un lot portant sur 40,5 % des actions de ce port. En conséquence, Transneft a mis fin à ses opérations à Ventspils. Plusieurs exemples de ce genre peuvent être cités. Lukoil, la plus importante compagnie pétrolière privée russe, a annoncé, à la fin de 2015, son retrait total de Lituanie et de Lettonie, en raison d'un climat politique devenu insupportable. En effet la Lituanie a mis en place un terminal pour permettre l'importation de gaz liquéfié norvégien qui est de 25 % plus cher que le gaz russe. Comment comprendre ce choix alors que la Lituanie est loin d'être le pays le plus riche de l'UE ? Par ailleurs, l'Europe a construit de nombreux terminaux pour s'approvisionner en gaz liquéfié mais ceux-ci n'ont été exploités qu'à 20 % de leur capacité en 2014¹. A-t-on peur d'une agression économique russe ou prépare-t-on une agression de même nature contre la Russie ?

La réorientation de son activité économique vers la Chine devient une question vitale pour la Russie. Cette réorientation sera très douloureuse pour un pays qui est bien plus européen qu'asiatique. Karl Kantor (1922-2008), philosophe russe de renom, a dénommé la civilisation russe : « civilisation de Pierre le Grand et de Pouchkine ». Pierre le Grand (1672-1725) a été le plus grand réformateur de l'histoire de la Russie et a orienté ce pays vers l'Europe. Alexandre Pouchkine (1799-1837) a poursuivi cette orientation. Le français était sa langue maternelle et la langue des vers qu'il écrivait pendant son enfance.

Les obstacles géographiques à une telle réorientation sont également difficiles à estimer. La situation contradictoire du pays est bien caractérisée par la centralisation vers l'Europe de

sa structure spatiale et de ses liens économiques. La Russie européenne concentre 80 % de la population nationale et 70 % de l'économie alors que son commerce extérieur est orienté à plus de 50 % vers l'Europe². L'inefficacité flagrante de l'appareil bureaucratique provoque déjà le mécontentement légitime des dirigeants chinois : on parle beaucoup de la coopération entre les deux pays mais très peu est fait pour en accélérer le développement. Avec des prix internationaux très bas pour le pétrole brut et la crise économique russe, le commerce chinois avec la Russie n'atteint pas la moitié du commerce entre la Chine et l'Allemagne. Des efforts exceptionnels sont nécessaires pour sortir de ce marasme.

Mais la Chine est également intéressée par une alliance stratégique avec la Russie. La stratégie américaine vise à couper le pays le plus peuplé du monde des ressources indispensables à son développement. La Chine a déjà perdu des dizaines de milliards de dollars dans ses investissements en Libye ou au Soudan. L'avenir de ses placements dans l'industrie pétrolière syrienne reste également obscur. Les dépenses gigantesques pour construire un oléoduc traversant le Myanmar afin d'éviter de dépendre de pétroliers empruntant le détroit de Malacca sont aujourd'hui menacées par une rébellion devenue active au nord-est de la Birmanie. Cette rébellion s'est, du reste, manifestée au moment de l'achèvement de cet oléoduc, une construction d'une ampleur inédite compte tenu du relief des territoires traversés. Seule la Russie peut livrer sans aucun risque des hydrocarbures à l'Empire céleste, mais l'importance des projets en infrastructures à réaliser est des plus impressionnants.

La Chine subit une pression grandissante des États-Unis dans le Pacifique. La création récente du projet américain d'un Partenariat transpacifique pour le commerce et les investissements a été accompagnée par une déclaration du président Barack Obama, stupéfiante par une sincérité qui aurait été inimaginable il y a peu de temps avant. La Chine a été officiellement désignée comme rival géopolitique des États-Unis ce qui était bien

¹ K. SIMONOV, « Gazovii istoritsizm » (historicité du gaz), *Vedomosti*, 3 novembre 2015.

² L. VARDOMSKY, « Ob oussilenii aziatskogo faktora transformatsii ekonomicheskogo prostranstva Rossii » (Sur le renforcement du facteur asiatique de la transformation de l'espace économique de la Russie), *Mir peremen*, n°2, 2015.

connu mais n'avait jamais été prononcé. Les intérêts chinois pour la « route de la soie » (*Silk Road*) paraissent alors s'inscrire dans le cadre d'une aspiration naturelle à une diversification de leurs liens économiques.

La complémentarité entre une économie chinoise en surinvestissement et une économie russe en sous investissement saute aux yeux. Certes, les sanctions économiques imposées par les États-Unis et leurs alliés entravent beaucoup les investissements chinois en Russie puisque les banques chinoises sont à leur tour menacées de sanctions. Il est tout de même permis d'espérer que le puissant flux des investissements chinois trouvera un chemin vers la Russie en raison des impératifs économiques. Cependant les ambitions de la Chine sont de plus grande envergure et dépassent largement le territoire de la Russie bien que celui-ci soit très vaste. C'est l'Europe qui est le point de destination de la « route de la soie ».

Dans le même temps un autre bloc se dessine déjà en Atlantique à travers le célèbre *Transatlantic trade and investment partnership* (TTIP). Les règles qu'il comprendra ne seront certainement pas discutées avec la Chine. Seuls les États-Unis ont le droit de défendre leurs intérêts à un niveau global ; la Chine n'est pas reconnue comme un compétiteur global. Elle pourrait se retrouver bloquée à l'ouest comme à l'est par ces deux blocs économiques. La Chine serait ainsi isolée en compagnie de la Russie qui pourrait lui servir de logistique en lui apportant des ressources et en la protégeant sur ses frontières du nord et du nord-ouest. Il ne resterait que l'Inde au sud pour créer un axe d'expansion absolument nécessaire mais très difficile à mettre en place en raison des obstacles orographiques des plus sérieux.

Valentina Fedotova, qui compte parmi les auteurs les plus perspicaces en matière de philosophie sociale en Russie, a avancé le concept des trois modernités¹ pour caractériser les étapes de l'histoire récente de nos sociétés. La première était la modernité libérale du XIX^{ème} siècle,

¹ Valentina G. FEDOTOVA, *Dopolititicheskaya, polititicheskaya i postpolititicheskaya koulouri kak indikator istoriticheskogo etapa modernizatsii* (Cultures pré-politique, politique et post-politique comme indicateurs de l'étape historique de la modernisation), *Istoria modernizatsii kak predmet sotsialno-filosofskogo analiza*, Institut filosofii RAN, Moscou, 2014.

inspirée par les idées du « siècle des Lumières ». L'ordre économique et social découlait de grands principes qu'il fallait appliquer avec rigueur, avec l'assurance que le progrès en résulterait toujours. La deuxième était celle de la démocratie sociale des années 20 aux années 70 du XX^{ème} siècle. C'était l'époque de l'épanouissement de la bureaucratie et des gestionnaires. On ne cherchait plus les lois objectives déterminant le fonctionnement de la société, on la gérait comme une grande entreprise. J. B. S. Haldane (1892-1964), le grand biologiste britannique ayant des convictions socialistes, voir même communistes, écrivait en 1926 que pour un biologiste le socialisme était surtout une question de taille des sociétés. La reconstruction socialiste de pays de petite taille comme la Belgique ou le Danemark ne poserait pas de problèmes sérieux puisque ces pays pouvaient être gérés comme des grandes entreprises, mais que cela ne serait pas le cas pour les États-Unis ou l'Empire britannique².

Le postmodernisme a été un successeur indigne de la seconde modernité dans les pays de l'Occident éclairé. Les grands principes du rationalisme ont été abandonnés et non réinterprétés comme cela avait été le cas lors de la seconde modernité. Des idées fausses poussent l'Occident vers le déclin et la croissance des inégalités sociales, tout comme la dégradation des conditions de vie de la classe moyenne ne sont que des manifestations parmi d'autres de ce déclin. Les résultats de la transition vers l'économie de marché des pays d'Europe de l'Est sont bien moins optimistes actuellement que ce qu'ils étaient il y a une décennie.

La troisième modernité, suivant Fedotova, c'est la modernité des pays non européens (le géographe aurait préféré l'usage de la catégorie de pays du Tiers Monde ou de celle de pays issus du Tiers Monde et, partiellement de pays postsoviétiques). Ces pays n'ont besoin que des grands principes du rationalisme pour assurer leur développement. Leurs habitants peuvent, en adoptant des genres de vie et des modes de consommation différents, jouer avec la postmodernité, mais ce jeu a ses limites. Les 86 % de citoyens russes qui soutiennent Poutine marquent cela avec évidence.

² J. B. S. HALDANE, *On Being the Right Size*, 1926.

Les libéraux russes, qui n'ont rien oublié et qui, tout comme d'autres personnages historiques, n'ont rien compris, blâment la propagande officielle. Mais cela reste faux. Même la télévision n'est pas contrôlée à 100 %, il existe un canal d'opposition, sans parler d'internet avec ses multiples ressources très critiques et les journaux traditionnels. Vedomosti, le journal économique le plus réputé, est publié en coédition avec *The Wall Street Journal* et *The financial Times*.

Angela Merkel, après l'annexion de la Crimée, a dit que Poutine vivait dans un autre monde. C'est juste le cas : celui-ci a lancé un défi au monde du postmodernisme, ce qui est à l'origine de sa popularité en Russie comme en bien d'autres pays. Ses réalisations économiques et sociales sont plus que maigres, voire négatives lorsqu'il s'agit des réformes de la santé publique et de l'éducation nationale. Il a lancé un défi à toute l'hypocrisie qui envenime les relations internationales en lui opposant une *realpolitik* expérimentée.

La philosophie n'est plus la servante de la théologie, ce que l'on doit à deux siècles de progrès, surtout au cours de la première modernité. Mais l'idéologie s'est avérée brusquement n'être que la simple servante de la géopolitique. Il est impossible de mesurer la déception des intellectuels russes qui, en URSS, avaient conservé de fermes convictions pro-occidentales, en étant souvent des émigrés de l'intérieur (personnes déplacées). La meilleure expression de leurs sentiments à l'époque soviétique a été donnée par Victor Nekrassov (1911-1987), célèbre écrivain dissident, enterré à Paris, lorsqu'il écrivait : « La patrie est là où est la liberté ». Ceux qui aspiraient à une reconstruction de la Russie suivant les modèles de la démocratie occidentale ont eu la désagréable surprise de constater que l'Europe réelle n'était pas conforme à leurs idéaux, simplement parce que elle était déjà l'Europe du postmodernisme, avec sa post-démocratie, au lieu de l'Europe qui était adorée. Elle n'était plus que la lumière d'une étoile éteinte.

Christopher Lasch (1932-1994), vigoureux critique de la société, qui a renoncé à subir une chimiothérapie pour mieux travailler à son dernier

livre¹, livre achevé dix jours avant son décès, constatait avec amertume que l'effondrement de l'URSS ne pouvait qu'accélérer le déclin de la démocratie américaine. La démocratie, selon lui, se caractérise toujours par le débat, mais l'Occident, qui cherchait toujours à ouvrir des débats avec l'URSS, ne veut pas discuter avec la Russie, préférant lui donner des leçons, comme d'ailleurs à tous les autres pays.

Si l'isolationnisme conduit toujours à retarder le développement, l'absence de discussion a toujours pour conséquence un abaissement du niveau intellectuel. Tous les piliers de l'idéologie actuellement professée par l'Occident peuvent tomber sous la critique, qu'il s'agisse du réchauffement climatique, du développement durable, du féminisme, du multiculturalisme, du renouvellement énergétique, etc. La Russie aurait pu livrer à l'Occident, avec bien plus de succès, la bataille idéologique que l'URSS avait perdue il y a presque trois décennies.

Les passagers du métro parisien sont informés sur les volumes de gaz carbonique émis lors de leur transport. Les passagers des vols intérieurs indiens lisent la même information sur leurs billets. L'Inde n'a-t-elle pas de problème plus sérieux que la lutte contre l'effet de serre ? Même les pays les plus pauvres dépensent de l'argent pour lutter contre un désastre climatique qui pourrait n'être qu'une chimère, puisqu'il semble que la température moyenne planétaire a cessé d'augmenter à partir de 1998. Certes, elle augmente dans l'Hémisphère nord, surtout en Arctique, mais dans l'Hémisphère sud la tendance est inverse. Des modèles sérieux prédisent même un refroidissement important dans une vingtaine d'années². A-t-on oublié le refroidissement des années 1970 ? Ou bien la lutte héroïque contre la destruction de la couche d'ozone qui a coûté aussi pas mal d'argent à l'humanité éclairée mais qui s'est révélée être une erreur. Il n'est pas permis de perdre ainsi la mémoire sans avoir aussi perdu des facultés mentales.

¹ C. LASCH, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, Flammarion, Paris, 2010.

² G. KOLPAKOV, « Potchemou Evropou jdout holoda » (Les froids, pourquoi attendent-ils l'Europe ?), *Gazeta.ru*, 1^{er} décembre 2015.

Hélas, le mode de penser des gestionnaires modernes a triomphé et le rationalisme scientifique est complètement écarté. Les gestionnaires, les bureaucrates et les différents « ingénieurs sociaux » des temps de la seconde modernité cherchaient à reconstruire la société en s'appuyant sur des données scientifiques. Même J. Staline (1879-1953), tristement connu pour son volontarisme, déclarait que l'on ne pouvait édicter de loi que si cela avait été compris. Ceci est devenu inutile dans un monde fonctionnant suivant le principe du « *perception is reality* ». Cependant une telle situation ne peut pas durer longtemps.

Le développement durable, entendu comme une exploitation responsable des ressources naturelles est théoriquement impossible à l'échelle globale¹. Il est certes possible, par exemple, de maintenir la fertilité des sols mais au prix d'un apport de différentes substances telles que des engrais chimiques ou organiques et de l'emploi de l'énergie sous ses différentes formes. On ne peut donc considérer notre planète comme un système ouvert seulement pour l'énergie, jamais pour la matière. Ainsi le « développement durable » reste réservé aux pays du « milliard d'or » qui sont approvisionnés en de multiples ressources par le reste du monde et n'améliorent leur état écologique qu'en « exportant » leurs industries polluantes. Dmitri Luri, de l'Institut de Géographie de l'Académie des Sciences de Russie, a démontré de manière évidente dans les années 1990 que le prix surélevé des ressources rend théoriquement impossible leur gestion rationnelle².

La nature purement idéologique du « développement durable » a été dévoilée par deux libres esprits en 2011³. Les trois décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale ont été marquées par une croissance économique rapide en Europe occidentale, aux États-Unis et surtout au Japon. Le taux de croissance moyen annuel s'est situé au niveau des 4 à 5 % en France et cette

période est entrée dans l'histoire sous le nom de « trente glorieuses » (1945-1975). Mais la seconde moitié des années 1970 a montré un ralentissement important de la croissance économique en Europe. En France, sur la période 1985-2010, elle n'a été que de 1,8 % (en moyenne annuelle). Ce ralentissement était le résultat naturel du déplacement des industries vers les pays offrant aux investisseurs une main d'œuvre moins chère.

Un ralentissement brusque provoque toujours le mécontentement. Il fallait donc persuader les électeurs qu'ils restaient toujours gagnants, mais que ce gain tenait plutôt en la qualité de vie qu'en des consommations matérielles. Les groupes financiers et industriels n'étaient pas opposés à une focalisation de l'opinion publique sur les problèmes environnementaux puisque les industries polluantes se déplaçaient de plus en plus vers le Tiers Monde. Le Rapport Brundtland, « Notre avenir à tous » de 1987, ne formule pas autre chose.

Cet enchaînement, dont la notion de développement durable est l'un des résultats, a eu pour conséquence la hausse du chômage et l'apparition de couches de la population pratiquement exclues de la société et ayant, pour cette raison, une autre conception de la qualité de la vie. Ce n'était que le commencement de l'augmentation des inégalités dans les pays occidentaux. Cette augmentation marque un grand tournant dans l'histoire de ces sociétés et « l'État providence » n'a pas survécu, victime de la mondialisation⁴. C'était la fin de la seconde modernité de la démocratie sociale.

Déjà, aux États-Unis au moins, le féminisme a effacé le principe de la présomption d'innocence, pierre angulaire de la civilisation. Les faits sont bien connus. Faut-il les rappeler ? Les hommes ont peur de prendre l'ascenseur avec une femme dans la crainte d'être accusés de harcèlement sexuel. Des centaines de milliers de pères divorcés ont été condamnés pour attentat à la pudeur sur leurs filles. Les Américains sont-ils la nation des *jerks* ? Ne sont-ils pas plutôt les victimes d'un système judiciaire qui permet de baser un verdict

¹ V. L. BABOURINE, « Leguendi i realii oustoïtchivogo razvitia skvoz prizmou geografii » (Légendes et réalités du développement durable à travers le prisme de la géographie), *Izvestia RAN. Ser. Geog.*, n°4, 2011.

² D. LURI, *Anatomia krizissov* (Anatomie des crises), Nauka, Moscou, 1999.

³ Antoine BRUNET, Jean-Paul GUICHARD, La visée hégémonique de la Chine : l'impérialisme économique, l'Harmattan, Paris, 2011.

⁴ Maurice ALLAIS, *La mondialisation, la destruction des emplois et de la croissance : l'évidence empirique*, Éditions Clément Juglar, Paris, 1999.

uniquement sur les dépositions d'enfants manipulés par leurs mères divorcées ?

L'affaire Strauss-Kahn constitue le véritable exemple d'une justice médiévale qui n'étudie pas des preuves (existaient-elles ?) mais la réputation de la requérante. Cette réputation n'était pas exemplaire, ce qui a épargné une longue incarcération à l'un des plus célèbres financiers du monde. Sir Tim Hunt, âgé de 72 ans, prix Nobel de médecine et physiologie, a été licencié du Collège universitaire de Londres, en juin 2015, pour une plaisanterie innocente sur le rôle des femmes dans les laboratoires à l'occasion d'un toast qu'il a porté au cours d'une conférence sur le journalisme de vulgarisation scientifique à Séoul. Même ses excuses publiques, diffusées par la BBC, n'ont pas suffi. Certes, c'était pire sous Staline, mais pas sous Brejnev.

Un tel révisionnisme tous azimuts, dont nous venons de voir quelques exemples, pourrait devenir la doctrine de la Russie si ses relations avec les pays occidentaux poursuivent leur dégradation. Il pourrait constituer une idéologie susceptible de combler le vide laissé par le marxisme-léninisme. Le niveau intellectuel, qui s'est effondré de manière catastrophique au cours de la période post-soviétique, pourrait s'en contenter. D'autant plus qu'un tel révisionnisme pourrait permettre à la Russie de devenir un leader intellectuel pour les pays qui s'opposent à l'Occident.

Mais un autre scénario reste également possible. Les intérêts des pays-membres de l'UE ne coïncident pas avec ceux des États-Unis. De même les intérêts des différents membres de l'UE sont parfois profondément divergents. Il semble peu probable qu'un gaz bon marché venu des États-Unis puisse inonder l'Europe après la signature éventuelle du TTIP. De toutes façons il ne sera pas moins cher que le gaz russe. De son côté, la Russie a terriblement besoin des technologies de pointe et des investissements pour la modernisation de son économie. Un nouveau « contrat du siècle » se dessine alors avec netteté : un prix politiquement bas du gaz russe en échange des investissements et des technologies. Certes nous nous trouvons aujourd'hui dans une phase basse du cycle du prix des matières premières. Mais par définition aucune phase d'un cycle ne dure indéfiniment.

La crise du modèle actuel de l'Europe devient de plus en plus évidente, comme en témoignent les résultats des dernières élections en Allemagne et en France. La survie de l'Europe exige une réforme intellectuelle profonde qui pourrait mettre hors jeu le post-modernisme. La troisième modernité pourrait être également européenne si l'UE fait des efforts importants. Pour la Russie une réforme de l'Europe serait bien plus souhaitable que le révisionnisme purement russe que nous avons évoqué précédemment. En effet les racines les plus profondes de la Russie sont européennes. Karl Popper (1902-1994) rejetait toujours les « lois de l'histoire »¹. Selon lui, on ne peut parler que de probabilités et de propensions. Un coup de théâtre historique reste donc toujours possible, tout en étant très difficile.

¹ Karl POPPER, *Misère de l'historicisme*, Presse-Pocket, Paris, 1991.